
YEŞİM SAGLAM :

Bonjour, bonne après midi et bonsoir à tous. Bienvenue à la troisième édition de la table ronde mensuelle de 2022 d'EURALO. L'intitulé d'aujourd'hui est « Splinternet » ou cyberbalkanisation aujourd'hui en ce mardi 26 avril 2022 à 17 h UTC.

Parce que nous n'avons pas beaucoup de temps, nous n'allons pas faire l'appel nominal, mais tous les participants seront notés sur la page wiki après la réunion d'aujourd'hui.

Nous aurons l'anglais, le français, l'espagnol et le russe pour l'interprétation d'aujourd'hui. Petit rappel : veuillez parler distinctement et lentement pour permettre une bonne interprétation de vos propos. Veuillez également indiquer votre nom à chaque fois que vous interviendrez, non seulement pour la transcription, mais aussi pour permettre aux interprètes de vous identifier sur les différents canaux d'interprétation. Merci à tous.

Et je vais maintenant céder la parole à Sébastien Bachollet, président d'EURALO. Sébastien, c'est à vous.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

Merci beaucoup et merci à tous ceux qui participent à cette table ronde. Je vais laisser le soin à Pari d'expliquer en quoi consiste cette table ronde puisqu'elle a tout préparé. Je la remercie d'ailleurs.

Le rôle d'EURALO est d'essayer de sélectionner des questions volantes si je puis dire sur notre continent, mais également sur ce qui se passe dans

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

d'autres pays et dans le monde entier. C'est donc l'une des questions brûlantes, ce « splinternet », la cyberbalkanisation, et c'est une très bonne chose à aborder aujourd'hui avec d'éminents panelistes qui vont nous accompagner et sous la présidence de Pari qui va modérer. Ce n'est pas moi donc qui vais modérer cette séance, c'est Paris qui va le faire.

J'aimerais remercier toutes les personnes qui participent d'autres régions qu'EURALO. C'est toujours bon de vous avoir avec nous. Nous n'aurons pas d'autres tables rondes mensuelles en mai parce que nous n'avons plus assez de temps jusqu'à la réunion, on l'espère, en face à face à La Haye au mois de juin, donc nous n'allons rien organiser pendant l'été de l'hémisphère nord. Mais nous aurons une table ronde au mois de septembre, j'en suis sûr.

Sur ce, je vais céder la parole à la maîtresse de cérémonie, Pari. Et une fois encore, Pari, merci d'avoir tout organisé.

PARI ESFANDIARI : Bonjour, merci beaucoup Sébastien. Bienvenue à cette table ronde heure EURALO. Je suis très heureuse de pouvoir modérer cette table ronde.

YEŞİM SAGLAM : Paris, excusez-moi de vous interrompre, est-ce que vous pourriez parler plus près de votre micro s'il vous plaît ? On ne vous entend pas bien.

PARI ESFANDIARI : Oui, tout à fait.

Splinternet, c'est un sujet brûlant et l'invasion en Ukraine a donné lieu à un débat passionné sur ce sujet par rapport au rôle de l'internet, la nature de l'internet et sa fragmentation. La crise en Ukraine peut être vue comme un déclencheur. L'analyser va nous aider à comprendre la nature même des problèmes auxquels nous sommes confrontés et nous permettre d'anticiper les changements qui s'avoisinent et le refaçonnement des institutions. C'est important pour l'ICANN étant donné que l'ICANN est au cœur de la demande de l'Ukraine et c'est un sujet qui me tient beaucoup à cœur. Et d'ailleurs, je suis toutes les conversations qui ont lieu au niveau géopolitique.

Merci encore Sébastien d'avoir organisé ce débat qui tombe à point nommé et de m'avoir cédé cette occasion de pouvoir modérer cette discussion.

Aujourd'hui, nous avons d'éminents panelistes avec nous. Sébastien a eu la gentillesse de nous fournir une présentation que vous voyez à l'écran. Alors, est-ce qu'on peut avoir les diapositives avec la présentation des panelistes ?

Notre premier paneliste... Pour gagner un peu de temps, je ne vais pas lire toutes les diapositives, vous les avez à l'écran avec chacun des panelistes. Comme vous le verrez, nous avons d'éminentes personnalités qui nous accompagnent et je suis reconnaissante vis-à-vis de Sébastien qui nous a préparé cette présentation de chacun des analystes.

Alors, quelques mots par rapport à la situation actuelle, le contexte et quelques informations liminaires avant d'entamer cette discussion sur

ce sujet si compliqué et pour voir quelles sont les prévisions pour l'avenir.

On va avoir une discussion pendant 50 minutes, puis une séance de questions et réponses. Si vous avez des questions, vous pouvez lever la main, écrire vos questions sur le chat et notre personnel très efficace va nous aider à répondre à ces questions dans l'ordre où elles sont posées.

J'aimerais maintenant passer à ma présentation. Donc sans plus attendre, je suis très heureuse de vous souhaiter la bienvenue ici pour commencer à analyser les derniers événements en Ukraine. Diapositive suivante s'il vous plaît.

Comme la plupart d'entre vous le savent, le 28 février, le vice-président de l'Ukraine a demandé aux institutions chargées de la gouvernance de l'internet d'entreprendre des actions vis-à-vis de l'internet en Russie. Vous voyez ces demandes de sanctions qui ont été demandées, retirer [inaudible] d'utiliser l'IPv4 et l'IPv6 et autres. Les autorités ukrainiennes ont demandé au secteur privé et aux gouvernements d'entreprendre des actions. Diapositive suivante s'il vous plaît.

Les institutions de l'internet se sont montrées sympathisantes vis-à-vis de la lutte ukrainienne, mais elles ont collectivement rejeté cette demande. Le PDG de l'ICANN a répondu à cette demande, et je cite, en disant : « Nous prenons des actions pour garantir le fonctionnement de l'internet ne soit pas politisé. Nous n'avons aucune autorité en matière de sanctions. L'ICANN a été conçu afin d'assurer que l'internet fonctionne et le rôle de coordination ne doit pas être partisan. »

Le président de l'Internet Society a dit vis-à-vis de cette demande : « L'internet a été conçu pour fonctionner. » D'une manière générale, les institutions de la gouvernance de l'internet ont collectivement rejeté la demande de l'Ukraine tout en se montrant compréhensives vis-à-vis de ses demandes et ont mis l'accent sur les droits humains et le besoin de faire en sorte que l'internet en Russie soit ouvert à l'activisme, au militantisme. Diapositive suivante s'il vous plaît.

En attendant, un certain nombre de sites web sont bloqués par le gouvernement russe. Microsoft, TikTok, Netflix et bien d'autres seront retirés du système russe en bloquant et en retirant ces sites et les réseaux sociaux.

Comme vous pouvez le voir d'après cette brève introduction, la Russie a suivi l'exemple de l'Iran et tout d'un coup, la menace du splinternet est devenue une réalité. Mais de quoi s'agit-il? Comme vous le voyez à l'écran, c'est une définition qui nous a été donnée par l'Internet Society. De quoi s'agit-il? C'est l'idée selon laquelle un internet ouvert et mondialement connecté, celui que nous utilisons tous, devient fragmenté, contrôlé par les gouvernements ou des corporations, des réseaux séparés qui peuvent utiliser des noms ou protocoles identiques à ceux de l'internet mondial.

Donc, cette situation en Ukraine a donné lieu à un débat passionné sur internet entre ceux qui pensent que l'internet devrait continuer d'être apolitique, il l'a toujours été, et ceux qui traitent l'internet comme infrastructure et comme couche d'application avec différentes règles qui sont allouées en conséquence et ceux voient l'internet comme une

force disruptive qui façonne l'internet que nous utilisons tous. Et toutes ces positions ont beaucoup d'implication.

J'ai sélectionné un certain nombre de thématiques dont on discutera. On va aborder toutes les questions que j'ai indiquées ici à l'écran.

J'aimerais maintenant entamer la discussion en cédant la parole à Chris, conseiller au RIPE NCC. Pourriez-vous nous dire comment vous avez répondu à la demande de l'Ukraine et quelle en a été la justification ?

CHRIS BICKRIDGE :

Merci beaucoup, très heureux d'être là. Je suis Chris Buckridge de RIPE NCC. Oui, RIPE NCC, c'est un registre internet régional, donc nous enregistrons des adresses IP, numéros, adresses, le système de numéros pour les régions qui couvrent l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale et de l'Est. Vous voyez que c'est des registres publics qui nous permettent de gérer les adresses IP et ceci est utile à des fins opérationnelles, pour ce qui est de l'application de la loi aussi. Ceci est donc le rôle fondamental et principal de RIPE NCC. Nous sommes l'un des cinq registres régionaux de l'internet qui travaillent pour garantir des adresses IP fiables.

Maintenant, la demande nous est venue du ministre du vice-président de l'Ukraine. De quoi s'agissait-il ? De retirer l'enregistrement des adresses IP des membres russes de RIPE NCC. Et je crois qu'il y a deux aspects à cela. D'un côté, bien entendu, c'est quelque chose de très large et c'est un moment très difficile d'un point de vue émotionnel et politique. Essayer de faire quelque chose pour sauver son pays, c'est tout à fait louable, mais du point de vue du principe, c'est quelque

chose que RIPE NCC ne peut pas faire et cela donnerait lieu à quelque chose de très problématique, on s'éloignerait énormément des principes sur lesquels nous sommes fondés. Cela détruirait la confiance que la communauté mondiale a placée en nous. Cela aurait des conséquences politiques aussi. Et il faut [inaudible] de maintenir les registres les plus utiles et pertinents pour ceux qui utilisent nos ressources.

Donc, on a répondu à cela. Je crois qu'on a eu de bonnes discussions vis-à-vis de cela. On a le soutien de notre communauté pour défendre cette position et de l'ICANN aussi. Et je pense que c'est particulièrement important. Vous avez parlé de ce qu'on fait d'autre aussi pour soutenir cette position.

Ce que j'aimerais dire ici et ce qui est important de dire par rapport à cela, c'est qu'il s'agissait d'organes multipartites de la gouvernance de l'internet qui travaillaient exactement comme ce qui était prévu, qui faisaient exactement ce qu'on attendait d'eux. Cela, c'est important parce que l'argument qu'on entendait depuis ces 20 dernières années dans les discussions par rapport à la gouvernance de l'internet et par rapport au rôle des gouvernements, l'une des principales questions qui étaient posées était justement celle de [inaudible] posée par les États non occidentaux, c'était : « Est-ce qu'on a ces fonctions dans le secteur privé, dans les juridictions des pays occidentaux, des Etats-Unis, des États européens, etc. ? » Cela signifierait cela.

Lorsque les choses se compliquent, lorsqu'il y a un conflit qui émerge, [inaudible] responsable de ces fonctions accompagnerait la volonté politique de leurs pays occidentaux. Et donc on fait cela, on

déconnecterait la Russie de l'internet. Et en fait, ce qui s'est passé, c'est justement l'inverse. Quoi qu'il arrive du point de vue politique, nous allons rester fidèles à la cause qui a été définie pour nous, soit d'entretenir un internet mondial et de permettre le fonctionnement de l'internet. Donc je crois que c'est vraiment quelque chose de très important à l'avenir.

Il y a d'autres points que nous mentionnerons plus tard et qui continueront de représenter un enjeu en termes de coopération et de coordination mondiale pour maintenir l'internet tel qu'il est et je crois que justement, nous avons une excellente opportunité d'en parler.

PARI ESFANDIARI :

Merci beaucoup Chris.

Et je vais maintenant passer la parole à David qui est directeur au niveau du gouvernement européen dans le cadre des affaires réglementaires à l'Internet Society. Quel est le point de vue de l'Internet Society là-dessus ? Est-ce que vous pouvez nous en parler un petit peu ?

DAVID FRAUTSCHY :

Oui, merci Pari. Merci pour cette question et merci d'avoir invité l'Internet Society à cette réunion.

Alors vous savez, l'Internet Society, c'est une organisation mondiale qui défend et promeut un internet qui doit être sécurisé et mondialement connecté. Ce que je dois dire, c'est que bien sûr, toutes ces propositions dans le cadre de la situation ukrainienne vont à l'encontre de cet objectif d'avoir cette infrastructure connectée mondialement et de

confiance et sécurisée. Nous avons cette communauté internationale, comme vous l'avez dit, avec laquelle nous travaillons partout sur la planète et donc, nous souhaitons expliquer à toutes ces personnes qui parfois se trouvent dans des situations complexes en Russie et en Ukraine, avec notre perception un peu à distance, on voulait donc leur donner le message qu'il était important d'assurer la coopération, l'activité de l'internet et le fait que ces activités [ne doivent pas être] des questions politiques. Et parfois, nous avons du mal à l'expliquer.

La question n'est pas la question de l'Ukraine, la question n'est pas la question de la Russie ou pas seulement, mais la question, c'est que les propositions qui avait été avancées pourraient déterminer un précédent qui pourrait être dangereux par la suite. Nous savons qu'il y a des guerres partout sur la planète, pas que la guerre actuelle et donc, ces propositions politiques d'interférence dans le fonctionnement pourraient être proposées dans d'autres situations de conflit ou de troubles politiques. Il nous donc faut être cohérent dans le cadre de notre message. Nous devons maintenir le réseau, il doit fonctionner pour tous. Nous avons communiqué ce message et je crois que c'est vraiment ceci qu'il nous faut diffuser. Ce n'est pas seulement une question qui concerne l'Ukraine, c'est une situation et un positionnement mondial.

PARI ESFANDIARI :

Merci beaucoup.

Je vais passer la parole à Jamal. Vous avez beaucoup écrit sur la gouvernance de l'internet en Europe. La crise ukrainienne, c'était

vraiment une question européenne. Et donc comment est-ce que vous définissez la réponse dans cet espace numérique ?

JAMAL SHAHIN :

Merci Pari. Tout d'abord, je suis très heureux d'être avec vous et de pouvoir être en compagnie de personnes aussi illustres pour parler de ces questions. Peut-être que je pourrais revenir un petit peu en arrière pour vraiment bien débattre des thématiques et soulever certains points au fur et à mesure.

Vous avez parlé du fait que c'est un conflit européen et que nous traitons ceci au niveau européen, avec une approche européenne, mais j'aimerais prendre un peu de recul et regarder l'internet étant lui-même. David, vous avez parlé du fait que vous vouliez que l'internet reste en dehors de la politique et je dois vous dire que l'internet est justement très politique de par sa nature-même et je crois qu'il nous faut bien comprendre ceci aussi dans le cadre de cette conversation.

Je peux voir les lignes de mise en œuvre qui peuvent être très claires là où on s'arrête, mais je crois qu'il faut, lorsqu'on parle de fragmentation de l'internet, bien mentionner les différentes questions en jeu. Nous parlons de l'internet comme un outil, un outil de communication, mais nous parlons aussi des différentes couches de l'internet. Il y a l'infrastructure, il y a le contenu, il y a différentes applications de l'internet, etc. et donc je crois qu'à ce niveau-là, certaines des discussions deviennent un peu confuses. On parle de bloquer Facebook et de demander à ce que les adresses IP soit bloquées et tout cela, dans la même phrase. Et en fait, ce n'est pas la même conversation et je crois qu'il est très important de le clarifier. Et au niveau politique également,

en termes de politiciens européens, bien définir comment nous essayons de gouverner cet espace de l'internet. Donc voilà, je pense que c'est utile.

Nous avons Olivier, Wolfgang qui sont avec nous et on parle aussi de gouvernance de l'internet et de gouvernance sur l'internet et je crois que c'est une des questions qu'il nous faut aborder pour parler de la fragmentation et de l'avenir de la gouvernance de l'internet. Il faut bien penser de ces deux manières-là.

Ce qui est troublant dans le contexte européen, d'une certaine manière, c'est qu'il y a cette dichotomie qui finalement devient moins claire, plus confuse du point de vue politique.

Donc voilà, c'est un début. Je peux continuer ou alors vous pouvez passer la parole à Kieron.

PARI ESFANDIARI :

Merci beaucoup.

Je vais donc passer la parole à Kieron. Lors de votre dernier livre, vous avez parlé des quatre internets et vous nous avez avertis sur cette cyberbalkanisation. Que pensez-vous de toutes ces discussions ?

INTERPRÈTE :

Nous nous excusons, nous entendons très mal Pari.

KIERON O'HARA :

Oui, merci beaucoup Pari, merci de m'avoir invité. Je suis d'ailleurs très heureux d'être parmi vous.

Lorsque je pense aux philosophies politiques qui sont derrière tout ceci, je suis d'accord avec Jamal. C'est à la base une activité philosophique qui nous dit que lorsqu'on ne s'intéresse pas à la politique, il faut savoir que la politique s'intéresse à nous. Ce que notre livre fait – je vais donc faire une petite page pub – nous regardons l'histoire de l'internet et les idéologies politiques qui sont derrière la conception technique. Et c'est très clair : au départ, l'internet était un outil technique qui avait été conçu pour faciliter le flux libre d'information. C'était vraiment quelque chose de classique du point de vue technique. Et David a parlé de cette philosophie ouverte de manière tout à fait éloquente.

Donc tout allait très bien, tant que l'internet demeurait une petite opération limitée avec des personnes qui agissent de bonne foi, qui avaient le même état d'esprit et qui existaient dans un contexte monoculturel. Mais avec l'élargissement, de toute évidence, d'autres questions se posent : les cyberattaques, les problèmes de vie privée, la désinformation, la criminalité, le blanchiment d'argent, tout un tas d'activités problématiques qui sont nées de cette diversité. Et à ce moment-là, il y a eu beaucoup de réticence idéologique par rapport à l'internet.

Et il y en a trois principalement que nous soulignons dans notre livre, donc trois réactions. Premièrement, la protection des droits humains, c'est une des caractéristiques européennes. Ensuite, il y a le point de vue plutôt commercial qui considère l'internet comme un outil que l'on s'approprie. Et donc là, c'est beaucoup plus américain, côte Est des États-Unis. Et d'ailleurs, la Cour suprême américaine a adopté cette attitude. Et puis, il y a l'autoritarisme, l'attitude un petit peu plus

paternaliste, et c'est la Chine qui est un petit peu en tête de cette idéologie autoritariste.

Donc il y a ces trois idéologies : la protection des droits humains, la commercialisation et l'autoritarisme. Et tout ceci est légitime. Ces trois réponses ont leur légitimité. Je ne veux pas critiquer ces réactions, mais ce sont des réactions qui doivent coexister. On ne va pas convaincre les Chinois de respecter les droits humains. On ne va pas convaincre les Européens de considérer l'internet comme simplement un produit où le marché règne en maître.

L'internet en fait a commencé avec une philosophie et c'est très bien, une philosophie qui était une philosophie ouverte et heureusement, sinon on n'aurait pas l'internet. Si une de ces quatre idéologies était mise sous silence, cela poserait problème également.

Et donc, il y a cette démarche qui est vraiment basée sur les droits humains, démarche d'utilisation sur l'internet avec sanctions, avec un petit peu une attitude policière. Et je suis d'accord avec tout ce qu'ont dit David et Chris, mais je crois que principalement, il faut d'abord que les différents acteurs soient connectés. Une fois que c'est sécurisé, on peut avoir différents acteurs qui jouent un petit peu avec tout cela.

Encore une petite idée à ajouter avant de terminer ces remarques d'introduction. Je crois que l'internet n'est pas un cas particulier et il faut soulever un nom. Je crois qu'on peut le faire. L'internet n'est donc pas un cas particulier, je le disais. Nous avons exactement les mêmes problèmes dans les échanges internationaux, dans les réactions aux changements climatiques, au terrorisme, à la finance et sur les marchés de l'énergie. Les gens souhaitent punir la Russie pour de bonnes raisons,

mais les marchés doivent rester ouverts pour de bonnes raisons aussi. Donc je ne crois pas que le problème soit unique à l'internet, mais bien sûr, il peut tout à fait y avoir des solutions qui soient uniques. Voilà ce que je souhaitais dire pour l'instant

PARI ESFANDIARI :

Merci.

On a vu [coupure audio]. Et je crois [inaudible] la pandémie. Il y a un certain niveau sur la numérisation et tout d'un coup, la mondialisation a été [inaudible]. [coupure audio]... entre deux cultures mondialisées et le besoin de définir la nature de l'internet. Donc comment [inaudible] les deux aspects ? Et surtout, n'hésitez pas à m'interrompre si vous voulez. [inaudible] Qui veut intervenir ?

CHRIS BUCKRIDGE :

Oui, je peux intervenir, Pari. Merci de cette question et merci aux autres intervenants. Il y a eu des choses très intéressantes qui ont été dites.

J'ai rapidement évoqué le fait qu'il y avait encore des défis qui se posaient. [inaudible] parce que cela retient l'attention de RIPE NCC depuis ces trois derniers mois, mais [inaudible] et cela a été attiré par la situation [inaudible]. Mais [coupure audio].

Je pense qu'on est en train de s'apercevoir [inaudible] un internet mondial. Et là, on voit bien à quel point ce niveau de sanctions mondiales pour [inaudible] et le faire parvenir niveau [inaudible]... mettre en place une coopération mondiale, mais d'abord, préciser tout cela en [inaudible] ce niveau pour maintenir un internet mondial.

PARI ESFANDIARI : Je voulais vous poser une question. Quel était l'impact ? Vous avez parlé d'un certain niveau de coopération, mais ils ont décidé d'interrompre leur service.

CHRIS BUCKRIDGE : Donc, puisque nous parlons de splinternet en anglais – je n'aime pas trop ce terme mais, on peut en parler – je crois que les fournisseurs de services qui ont des connexions qu'ils coupent, ce n'est pas une fragmentation de l'internet, c'est les opérateurs de réseaux qui prennent certaines décisions. Et il y a des discussions à avoir dans ce sens, à savoir la consolidation, l'impact qu'un seul opérateur de réseau qui coupe ses liens peut avoir. Et d'ailleurs, l'Internet Society a eu d'excellentes discussions là-dessus, mais c'est comme cela que l'internet fonctionne et ça va.

Par contre, en terme de sanctions, une des choses dont nous avons parlé, c'est qu'étant donné que les sanctions sont un outil aussi puissant, étant donné que la non-conformité c'est une situation aussi dangereuse pour les entités commerciales et pour les sociétés, ce que l'on voit, c'est que ces entités sanctionnent au-delà de ce qui est nécessaire, parce qu'en fait la ligne n'est pas très claire, on ne sait pas où il faut la mettre.

Selon ce que j'ai vu en termes de communications, cela me montre que... Voilà un des exemples. Vous avez les sanctions américaines qui arrivent, il va falloir interrompre les liens et tout d'un coup, on se rend compte que oui, attendez, il peut y avoir un flux de données. Ce n'est

pas un énorme problème, mais c'est un énorme problème pour les personnes qui sont de l'autre côté pour les services qui n'étaient pas censés être affectés ou interrompus par ces sanctions. Je crois donc que c'est là ce qu'on voit non pas exactement la même situation, mais c'est là qu'on voit les sanctions qui sont appliquées à des fonctions tels que les registres d'adresses IP, les registres mondiaux. Encore une fois, ce ne sont pas des conséquences qui sont délibérées, ce n'est pas quelque chose que ces pays, ces gouvernements qui appliquent ces sanctions, qui essaye de détruire ou d'interrompre. Mais cela a un effet profond, comme par exemple le fait que les sanctions européennes impliquent qu'il y a une limite à la capacité de RIPE NCC de servir tous les registres dans les régions qui sont sous notre responsabilité. Et cela chamboule la confiance et la coopération, valeurs sur lesquelles nous fondons notre travail.

Sans cela, c'est très difficile d'opérer. Et sans cela, qu'est-ce qu'il nous reste ? Une fragmentation, un éclatement d'un système de registres mondial qui est nécessaire pour que l'internet mondial fonctionne correctement. Donc on est dans une période très dangereuse. Mais je pense que le fait de se concentrer là-dessus, cela nous donne également l'occasion d'essayer d'établir une certaine coopération et de faire participer les gouvernements. Et s'il y a de nouvelles sanctions, il vaut mieux établir une meilleure coopération et cohérence entre ces sanctions pour qu'il n'y ait pas de conséquences indésirées.

PARI ESFANDIARI :

La question de la souveraineté en Europe, est-ce que c'est une tendance que vous voyez en Europe ? Qui veut répondre à cela ?

JAMAL SHAHIN :

Merci. D'abord, j'aimerais réagir à ce qu'a dit Chris.

Vous avez parlé de confiance et je pense qu'utiliser ce terme est quelque chose de crucial et d'essentiel. D'ailleurs, c'est un peu paradoxal la manière dont le débat autour des sanctions a été organisé, parce que d'un côté, vous avez cette idée selon laquelle nous promouvons l'internet en tant que système de communication mondial qui est capable de faire face à tout type d'attaque, qu'elles soient de nature nucléaire pour faire référence à l'Iran ou des attaques vis-à-vis d'autres pays.

Mais en essayant d'appliquer des sanctions, vous êtes en train de réduire la confiance vis-à-vis de ce système et je pense que c'est essentiel de ne pas perdre cela de vue. Et c'est un message qu'il faut absolument relayer auprès des décideurs politiques, parce qu'il y a un rapport paradoxal ici entre ce qu'on essaye de faire et ce qui va finalement se produire. Et c'est totalement contre productif par rapport à cette confiance.

PARI ESFANDIARI :

Avant d'en venir aux tendances, j'aimerais poser la question à Wolfgang de faire un commentaire.

INTERPRÈTE :

Nous nous excusons, mais l'audio de Pari est extrêmement difficile et mauvais, donc l'interprète n'arrive pas à entendre Pari.

Donc, c'est difficile de trouver un protocole qui permettrait une cohabitation – en français dans le texte – entre ces couches. Et je pense que cela, c'est le nerf de la guerre. Il faut essayer de voir comment coexister tous ensemble. Et là, il faut être très clair et dire que nos attentes il y a 20 ans que l'internet serait utilisé pour renforcer la démocratie, cette idée était fausse. Et il y a deux types d'économies : celle de l'économie de marché et l'autre. Donc là, pour l'internet, on pourrait avoir deux systèmes aussi, deux types de sociétés de l'information, une société de l'information autoritaire et une autre libre ou démocratique. Donc il faudrait qu'il y ait une coexistence pacifique entre les deux.

Il faut renoncer à l'idée selon laquelle l'internet introduirait des procédures démocratiques et s'il y aurait la fin des régimes autocrates. C'est dans ce sens que RIPE NCC, l'ICANN, ISOC ont répondu à l'Ukraine, en disant que la philosophie « un monde, un internet », c'est très important, mais il y a cette contradiction et je ne crois pas que cette contradiction va être vouée à disparaître. Non, il faut apprendre à vivre avec d'autres valeurs.

À vous.

PARI ESFANDIARI :

Merci beaucoup Wolfgang.

Est-ce que quelqu'un d'autre souhaite intervenir ?

KIERON O'HARA :

Oui, j'aimerais si c'est possible réagir à ce point.

Je suis d'accord avec tout ce que Wolfgang a dit et cela va dans le sens de ce que nous disons dans notre livre. Le problème, c'est que le Saint Graal ici, la couche transport, est légèrement différent de la couche des candidatures qui elle est sujette à l'intervention des gouvernements. Et donc, il peut y avoir une juxtaposition entre ces deux couches et cela donne lieu à un certain nombre d'ambiguïtés. C'est le résultat. Et tout à fait, vous avez raison, il faut trouver le moyen de coexister.

Mais pour revenir à la discussion sur les sanctions qu'on a eue auparavant, il serait bon aussi de réfléchir – et Chris a évoqué des choses très intéressantes par rapport aux sanctions –, mais il faut dire que les sanctions, c'est quelque chose qu'on peut anticiper et qu'ensuite, les pays en particulier qui sont victimes de ces sanctions peuvent anticiper une sanction. On le voit avec la Russie. Après l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie a transformé son économie pour devenir une économie en autocratie. Et il en va de même avec l'internet.

Comme on le sait tous, la Russie veut couper l'internet russe de l'internet mondial. Je n'ai jamais rencontré personne qui croit réellement que cela puisse se produire dans les faits. Et il y a trois choses que le gouvernement russe fait depuis un moment maintenant pour défendre son propre internet domestique : d'abord, appliquer les dernières technologies sur les réseaux sociaux, ensuite essayer de contrôler l'espace des informations en Russie et cela, on l'a vu depuis l'invasion en Ukraine en février, c'est un fait, et troisièmement, ils essayent de créer des services de nouvelle génération pour le gouvernement en ligne, des systèmes d'identification en Russie et de manière indépendante.

Donc il y a deux types de développements finalement qui vont dans le sens d'un système internet russe autosuffisant. Vous avez le langage russe en place, ce qui veut dire que très peu de personnes ne parlant pas russe pourront accéder à l'internet. Il y a aussi un sentiment nationaliste très fort en Russie et il est donc fort possible que la population soutienne cela.

En 2014, cela a donné lieu à ce genre de réponse qui a eu des conséquences politiques. Il donc est un peu plus probable aujourd'hui qu'il y a 10 ans que cette fragmentation de l'internet ait lieu.

PARI ESFANDIARI :

Merci beaucoup.

Peut-être qu'on pourrait parler de tout ce qui est autoritarisme par rapport à tout ce qui est plutôt démocratie. Mais je crois qu'il y a des différences un petit peu graduelles et du fait qu'aux Etats-Unis on parle de souveraineté et de localisation des données. Peut-être que Jamal pourrait nous parler des tendances qui existent en Europe et des évolutions.

JAMAL SHAGIN :

Oui, je serai très heureux Pari, mais je crois que David avait la main levée.

PARI ESFANDIARI :

Je suis désolée.

DAVID FRAUTSCHY : Merci. Je voulais faire un commentaire sur ce qui a été mentionné sur la couche de transport.

Oui, c'est important, mais il ne faut pas oublier que cette couche de transport n'est pas bien conçue partout et donc les sanctions contre la Russie, couper la Russie de l'internet, pourraient avoir des conséquences et couper un certain nombre de pays, surtout en Asie centrale, qui dépendent de la Russie pour leurs connectivité, ces pays seraient plus ou moins isolés parce qu'ils sont tellement dépendants de la Russie pour avoir accès aux réseaux internationaux ; donc ce serait un dommage collatéral. Il faut bien y penser. C'est une autre raison pour laquelle il faut bien réfléchir à l'impact réel des sanctions.

Je vais passer la question à Jamal sur la question de la sévérité, mais j'ai des questions.

PARI ESFANDIADI : Allez-y, continuez sur vos commentaires.

DAVID FRAUTSCHY : Ce que je voulais dire, c'est que l'Union européenne propose un grand nombre de dossiers législatifs qui parlent de souveraineté numérique. On peut parler du DNS4EU qui a un impact sur la souveraineté, le DMA, le DSA sur lesquels ils se sont mis d'accord, la loi sur les données, etc. On ne s'arrête pas là, il y a des initiatives autres aussi qui ne sont pas législatives mais qui ont des impacts sur la souveraineté.

Donc l'Union européenne fait un énorme travail, non pas pour créer un modèle d'isolement mais un modèle qui permette de les autonomiser.

Et ce que l'on voit, c'est une tendance qui fait suite à deux décennies de mondialisation qui a apporté énormément de bénéfices à la plupart des populations. Bien sûr que certains disent qu'il y a des retards en termes de mondialisation, mais nous avons donc vraiment une transformation. Je ne sais pas si c'est la COVID ou autre, mais nous nous éloignons de cet agenda de la mondialisation et il nous faut y réfléchir parce que l'internet, c'est la mondialisation justement, c'est l'encouragement à la communication, aux flux des données. Cela permet aux gens d'entrer en contact et cela permet de réduire les frontières. Mais nous passons à une nouvelle ère je crois au cours de laquelle le modèle est différent. La mondialisation devrait être mise en cause, donc il nous faut nous positionner dans ce nouveau scénario.

PARI ESFANDIARI :

Je ne pense pas qu'on puisse écrire la fin de la mondialisation encore, mais quand même, je comprends ce que vous dites. Donc merci et merci à Jamal d'avoir été patient.

JAMAL SHAHIN :

C'est une conversation. On sait très bien que ce que David a mentionné est crucial et apporte beaucoup au débat, donc c'est très bien.

Donc encore une fois, désolé, comme je le disais, c'est une conversation, mais je voulais revenir sur quelque chose que Chris a mentionné et justement par rapport à ce que disait David sur la mondialisation qui, me semble-t-il, est un point clé.

L'internet est devenu une technologie mondiale, un outil de communication, un réseau mondial. Ceci est dû non seulement à

l'action des États, mais à l'action aussi du secteur privé. Je crois donc que c'est ceci, ces deux éléments et peut-être que ma collègue vaudra dire quelque chose... Je me souviens que j'avais fait des recherches dans ce domaine du népotisme quand j'étais étudiant, mais peu importe, je ne suis pas allé très loin. En tout cas, les réseaux privés peuvent rejoindre l'internet, font partie de cette communication mondiale et je crois que c'est un des éléments fondamentaux.

Mais pour revenir sur la question de Joanna dans le chat sur la question de la souveraineté, ce qui pour moi est très important dans le cadre de l'Union européenne et ce qu'elle essaye de promouvoir, c'est qu'il y a un concept très large qui couvre beaucoup de choses qui en fin de compte font référence partiellement à l'idée du contrôle de l'autonomie, mais qui aussi mettent ceci en lien avec le soutien continu de la mondialisation. Les interdépendances gérées, c'est le concept en tout cas que la Commission de la vice-présidence qu'elle évoque, cette question des interdépendances gérées.

Mais le message qui ressort donne lieu à des désaccords, parce que la souveraineté numérique, ce n'est pas une question de contrôle total. Pourtant, ce message peut être mal interprété par d'autres acteurs qui pourront se dire : « L'Union européenne souhaite fermer ses frontières à tout le monde. » Et on voit d'ailleurs dans les discussions sur les politiques que ces débats ont lieu.

Oui, nous avons besoin de notre propre système de DNS, nous avons besoin de notre propre flux de données, nous avons besoin de créer cet espace dans lequel l'Europe peut créer ses propres puces, a ses propres semi-conducteurs. Donc on voit ces débats, on observe ces discussions

au sein du débat et je crois qu'il est important, en tout cas en tant qu'académicien, de nous rendre compte que le débat ne doit pas aller dans un seul sens. Nous devons donc essayer de promouvoir un autre concept de souveraineté dans le cadre des discussions, penser peut-être plutôt en termes de coopération plutôt que de concurrence, penser à un ordre à mettre en place plutôt qu'à la question des frontières. Mais il y a en fait un équilibre à trouver en termes de souveraineté. Il ne faut pas se retrouver dans une fragmentation de l'internet, une cyberbalkanisation, sans avoir vraiment voulu promouvoir ceci.

PARI ESFANDIARI : Nous avons encore trois minutes pour que vous réagissiez. Je m'adresse aux panelistes.

CHRIS BUCKRIDGE : Je crois Jamal a fourni d'excellentes contributions. Et d'ailleurs, je l'ai dit dans le chat de manière un petit peu ironique, mais il parlait de cette idée des interdépendances gérées, du fait que cela ne veut pas nécessairement dire qu'on ferme les frontières. Pour certains, c'est ce qu'ils comprennent et ce n'est pas forcément ceux qui sont en dehors du parlement ou de la Commission d'ailleurs qui interprètent les choses de cette manière.

Mais je fais très attention parce que je sais que la décision qui devait avoir lieu aujourd'hui arrivera demain, donc je ne souhaite pas trop m'avancer. Mais c'est une discussion qu'on a depuis 12 mois, l'idée que nous devons être autonomes, nous devons protéger notre souveraineté. Ceci s'applique au processus d'élaboration de politiques,

donc comment allons-nous appliquer ceci à l'internet mondial ? Et les implications pour la communauté internationale, ce que nous avons dit à la Commission et à d'autres acteurs, c'est que ce n'est pas une bonne idée, ceci aura des répercussions inattendues qui mettront en danger l'internet qu'en fait vous souhaitez vraiment vous donne accès, que vous souhaitez vraiment promouvoir.

Je crois qu'il y a des exemples que l'on peut donner, que l'on peut comparer à cela, par exemple par rapport à la loi sur le service numérique, à d'autres lois européennes, le DNS4EU, la conversation qu'on a eue lors d'un autre webinaire d'EURALO en début d'année. Et je crois qu'un des gros enjeux – je vais terminer, vous inquiétez pas –, c'est qu'on donne de la tête un peu partout. Il y a tellement de forces dans le climat actuel avec différents gouvernements, différentes entités, que ce soit les Nations Unies, l'Union européenne, les différents gouvernements étatiques, il y a tellement d'attaques – je ne sais pas si « attaques » est le bon mot –, il y a tellement d'évolutions qui mettent en danger les éléments fondamentaux du caractère mondial de l'internet qu'il faut faire attention et c'est ce que nous devons défendre.

PARI ESFANDIARI :

Avant de passer à la partie questions et réponses, je voulais savoir si vous aviez des questions les uns pour les autres, entre panelistes.

KIERON O'HARA :

Il y avait quelque chose que je souhaitais dire qui correspond à ce que tout le monde en fait a plus ou moins dit et j'aimerais bien savoir ce que vous en pensez. Mais je crois qu'il faut faire attention et éviter

l'exceptionnalisme de l'internet. Il faut mettre ceci dans le contexte, je crois.

L'internet est devenu un phénomène mondial et il a vraiment décollé dans les années 1990 après la fin de l'Union soviétique. Il a été dominé par les États-Unis à l'époque. Et surprise, il devient mondial parce que finalement, il ne reste plus qu'une seule force de taille au niveau international. Et maintenant nous avons des rivaux, nous avons la Chine, la Russie et l'Inde, nous avons l'Iran qui sont de nouvelles forces avec les Chiites. Nous avons les États-Unis qui ont leur propre démarche. Nous avons l'Union européenne qui a sa propre attitude, Poutine qui part un peu partout.

Donc maintenant nous avons un monde beaucoup plus fragmenté. Donc il n'est pas surprenant que sans s'en rendre compte, les choses avancent dans ce sens et les choses deviennent de plus en plus difficiles à partir des années 2020. Donc voilà, je voulais aborder cette question.

PARI ESFANDIARI :

J'aimerais ajouter à ce que vous venez de dire que le fait est que le contexte politique est en train de changer. Mais on a créé cela aussi pour des modèles politiques qui ne fonctionnent plus. Maintenant, avec l'ère numérique, il semblerait que ce système ne fonctionne plus, il faut l'actualiser.

Et sur ce, j'aimerais passer à la séance de questions et réponses. Merci à tous de cette excellente conversation. Nous avons 30 minutes pour la séance questions et réponses. Je vais commencer avec la première question de Joanna, une question à l'attention de Jamal et de Chris. Elle

demande : « Comment est la politique communautaire sur l'autonomie numérique peut s'intégrer dans cette discussion ? Est-ce que cela ajoute ou réduit le niveau de fragmentation de l'internet ? » Si l'interprète a bien compris, parce que de nouveau, l'audio de Pari est très défaillant.

JAMAL SHAHIN :

Très brièvement, si vous le permettez, je ne voudrais pas ajouter trop aux commentaires que j'ai déjà faits, mais je dirais simplement qu'il y a un grand danger dans la manière dont le message est communiqué. Il faudrait que le message par rapport à ce que veut dire la souveraineté numérique dans l'Union européenne soit beaucoup plus nuancé, parce que c'est comme si on disait qu'il faut développer la souveraineté au sein de l'Union européenne et cela porte à controverse pour quiconque dans l'Union européenne ou au Royaume-Uni. Et souvenez-vous qu'en général, on entend dire que les personnes britanniques n'ont pas de souveraineté et cela revêt une importance particulière dans le contexte européen. Emmanuel Macro l'a utilisé en 2017.

Donc la souveraineté numérique est vue comme une extension de ce projet politique et c'est là que le terme montre bien qu'il est à double tranchant, parce qu'il est utilisé ou en tout cas interprété par d'autres en faisant appel à ce que veut dire réellement souveraineté, à savoir avoir un contrôle absolu sur le territoire.

Et en parallèle à cela, j'aimerais ajouter la question de la légitimité. La souveraineté implique la légitimité et certains des termes que j'ai cherchés récemment ou plutôt certains des travaux que j'ai étudiés récemment montrent bien que les gens mettent en avant la souveraineté pour légitimiser leurs positions dans le monde. Et vous

voyez cela se passer au sein des Nations Unies et c'est ce que vous voyez aussi au niveau de l'Union européenne, qu'il y a le fait de mettre en avant la souveraineté et cela, dans le cadre d'un processus de légitimisation.

PARI ESFANDIARI : Merci.

Je vois une question, l'internet dans un monde multipolaire.

JAMAL SHAHIN : C'était ma question.

PARI ESFANDIARI : Qui veut répondre à cela ? Je l'ai dit au début et Wolfgang l'a repris par la suite, oui, l'internet existerait, mais cela dépend de quelle partie de l'internet on parle. Les sauvegardes impliquent qu'il faut beaucoup travailler pour garantir cela. Mais est-ce que quelqu'un veut ajouter quelque chose ? Chris ?

CHRIS BUCKRIDGE : Oui, je peux intervenir si vous voulez.

Du point de vue de la communauté des RIR, je dirais qu'il est intéressant de voir la manière dont ces RIR se sont développées autour de leur communauté d'une manière qui reflète réellement les polarités politiques, le monde multipolaire d'un point de vue politique. Et je pense qu'il y a eu des intersections problématiques avec certaines autres structures RIR pour prendre l'exemple très clair de certaines des

perceptions, réalités du développement de l'internet en Afrique par rapport à l'épuisement des adresses IPv4. Et ceci, c'est intéressant de le voir et c'est une intersection intéressante à étudier.

Maintenant, si on regarde la transition des fonctions IANA qui a eu lieu, c'est un point important. Et là, il faudrait le séparer du système des registres par rapport à son point d'ancrage pour garantir un meilleur internet si vous voulez. Et pour parler des fonctions de numéros, ce serait les cinq registres internet régionaux, donc toute la communauté multipartite interviendrait. Lorsque je me montre très optimiste, je pense que cela pourrait nous permettre de survivre ce monde multipolaire. Mais l'avenir nous dira si c'est le cas ou pas.

PARI ESFANDIARI : Y a-t-il d'autres commentaires ?

KIERON O'HARA : Oui, j'aimerais ajouter quelque chose. J'aimerais savoir ce que pense Jamal de ces deux questions. Je suis d'accord avec tout ce qui a été dit, mais j'aimerais revenir sur ce qu'a dit Jamal au tout début de la discussion, à savoir qu'il y a différentes choses qui se produisent à différents niveaux.

La question, c'est de savoir ce qu'on entend exactement par splinternet, cyberbalkanisation. Il y a des questions par rapport à ce qui se passe vis-à-vis des différentes normes techniques qui sont utilisées, les différents organes gouvernementaux qui sont appliqués. Et lorsque vous parlez de fragmentation de l'internet, cela entre en jeu. Et moi, j'ai étudié cela du point de vue géopolitique, mais il y a des gens qui l'étudient d'un autre

point de vue. Donc il y a de nombreuses manières dont l'internet pourrait se fragmenter et cela a été dit sur le chat. Il y a un côté obsolète de l'internet par rapport à cette fragmentation. Mais la question est de savoir ce qu'on entend lorsqu'on dit qu'on est préoccupé par la fragmentation de l'internet. Est-ce que cela veut dire qu'on détecte des signaux ? Est-ce que c'est quelque chose de politique, de technique ou autre chose, quelque chose de social par exemple ?

PARI ESFANDIARI :

Par rapport à ce qu'on entend par fragmentation ou éclatement, du point de vue politique, il y aura toujours des solutions. C'est du point de vue géopolitique que les choses se corsent.

Et nous avons une question intéressante qui est un peu préoccupante d'Alejandro Pisanty. Excusez-moi si j'ai écorché votre nom. Il pose la question suivante : « Qu'en est-il de l'avenir derrière que vous avez dit ? Quelles sont les hypothèses non avouées quant à l'avenir derrière le point de vue des intervenants, à savoir qu'une certaine normalisation ou paix reviendrait ? Qu'en est-il s'il y a une nouvelle guerre et que les géopolitiques s'approfondissent encore plus qu'aujourd'hui ? Est-ce qu'un internet unique aurait survécu à la Deuxième Guerre mondiale ? »

DAVID FRAUTSCHY :

Écoutez, les utilisateurs d'internet veulent être connectés, on ne peut pas éviter cela. On est en train de créer un système qui est censé être utilisé par les utilisateurs. Ils veulent être connectés et on travaille pour qu'ils soient connectés. Les gens savent bien à quel point il est difficile d'apprendre, d'échanger, de faire des affaires, de se divertir. Et ils vont

demander à ce que système fonctionne. Bien sûr, il y aura toujours des gouvernements qui vont penser que ce n'est pas positif pour leurs citoyens. Mais combien de temps cela va durer ? Le pouvoir des gens est important et on a tendance à l'oublier.

PARI ESFANDIARI : Merci, très intéressant.

D'autres commentaires ?

JAMAL SHAHIN : Oui, j'aimerais aller dans le sens de ce que vient de dire David. Ce sont les utilisateurs qui font de l'internet ce qu'il est. Et je pense que cette discussion est importante, parce que lorsque vous parlez de la fragmentation, du rôle des États et de ce que vous pouvez faire et faire la distinction aussi entre les États et les citoyens, c'est important de réaliser que c'est une discussion à double sens. Les citoyens vont toujours trouver le moyen d'utiliser des solutions technologiques pour casser les fonctionnalités techniques. Et les téléchargements les plus populaires en Russie étaient des applications VPN. Et finalement, David, vous venez de dire la même chose. Donc il serait utile d'insister sur ce point. L'internet, ce n'est pas quelque chose qui est contrôlé et géré uniquement par les États maintenant et si les États avaient cette vision des choses qu'ils pouvaient gérer à eux seuls l'internet, ce n'est plus le cas.

Oui, je vois que nous avons une main levée de Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

Oui, je voulais un petit peu rebondir sur ce que vous dites.

Vous pensez que l'internet survivra aux utilisateurs. C'est un peu une plaisanterie que je vous fais. Mais c'est intéressant la manière dont vous parlez de cette question. Vous considérez que nous serons toujours en vie et moi, je considère que nous devons faire attention. Nous devons utiliser l'internet pour amener la paix dans le monde, parce que si on utilise l'internet pour amener la guerre, ce qui est la situation actuelle, si on écoute les dirigeants actuels en Russie, ils parlent déjà de la Troisième Guerre mondiale, donc ma crainte, c'est que oui, l'homme a survécu pardon à la Deuxième Guerre mondiale, mais je ne suis pas sûr qu'on puisse survivre à la troisième. Alors pourquoi est-ce que nous luttons pour cet internet qui n'est pas balkanisé ? Ce n'est pas pour des raisons techniques, ce n'est pas pour avoir de bons outils, c'est évidemment ce que nous souhaitons, mais au-delà de cela, nous souhaitons que l'internet nous aide à promouvoir la paix dans le monde.

PARI ESFANDIARI :

Merci.

Nous allons maintenant revenir sur la technologie, l'innovation. Il y a déjà les villes intelligentes. Nous avons une explosion des points de [pouvoir]. Selon vous, quel sera l'impact sur la situation ?

INTERPRÈTE :

Nous nous excusons, nous n'entendons pas Pari.

JAMAL SHAHIN :

Je vais essayer de répondre.

Je crois que l'idée, c'est qu'il faut se dire par exemple qu'il y a une explosion de pouvoirs de calculs qui sont distribués plutôt que centralisés. Alors la question, c'est comment à ce moment-là penser à la souveraineté numérique lorsqu'on a arrêté de penser aux villes et comment l'autre côté va faire ? Donc je crois que c'est une réflexion intéressante pour l'avenir.

Mais Chris a la main levée.

PARI ESFANDIARI : Chris, allez-y.

CHRIS BUCKRIDGE : Il ne faut surtout pas vous interrompre pour moi.

JAMAL SHAHIN : Si Chris, allez-y.

CHRIS BUCKRIDGE : Je ne sais pas, je vais essayer de rassembler plusieurs pensées que j'ai.

Je n'ai pas énormément à dire par rapport aux villes intelligentes, par rapport aux technologies émergentes ou à l'intelligence artificielle, mais ce que je peux dire, c'est que toutes ces nouvelles technologies, toutes ces innovations, peut-être même de manière inconsciente, reposent sur l'existence même de l'internet, sur le fait que les paquets peuvent être déplacés d'un point à l'autre du réseau, qu'ils peuvent le faire de manière mondiale et répondre tous aux mêmes codes, ils utilisent tous les DNS, etc. Je reviens souvent récemment à certaines métaphores

mises à l'épreuve dans la communauté de la technologie. Et donc voilà pourquoi cette idée de la cyberbalkanisation me semble un peu étrange, parce que l'internet, c'est justement l'inverse, quelles sont les applications, les services. Mais il faut toujours la base, la couche IP, de manière à ce que cela fonctionne.

Si on s'attaque à cela, on met en danger tout le reste, toute la diversité qui est bâtie à partir de cette base. Et donc je crois que cette conversation est intéressante. Il y a différents sujets dont on parle lorsqu'on parle de fragmentation, lorsqu'on parle de splinternet ou de cyberbalkanisation. Jamal en a parlé, la perte d'accès à Facebook, les ressources d'adresses et les enregistrements, etc. et cela, c'est très bien. Mais je crois qu'en tant que communauté impliquée dans cette discussion, nous devons vraiment être précis. Que faut-il protéger du point de vue des décideurs ? Parce qu'il y a différentes manières d'utiliser l'internet, différentes manières d'employer ces outils du point de vue des droits humains qui seraient affreuses du point de vue des libertés, etc. Et certainement, nous n'allons pas soutenir tout ceci, mais ils ne cassent pas l'internet. Ils utilisent l'internet comme outil.

Mais il y a une autre catégorie de problèmes et ces catégories de problèmes souhaitent briser l'internet. Et c'est cela le message ; il faut expliquer de manière claire ce à quoi il faut faire attention et il faut l'expliquer aux décideurs.

PARI ESFANDIARI :

Oui, tout à fait. Je suis d'accord avec ce point de vue et je pense que nous n'avons pas eu suffisamment de discussion. En général, on parle de protection du droit privé, on parle de contenu et c'est important,

mais je crois que cette partie de la conversation n'a pas encore été bien comprise et bien débattue.

Nous n'avons plus beaucoup de temps. Nous avons une question d'Adam pour Kieron et Jamal : « Pensez-vous que la politique de l'Union européenne serait différente si le Royaume-Uni était resté dans l'Union, une influence modérée, un positionnement délibéré plutôt qu'une sorte de pédalo accidentel ? » Je ne sais pas si Kieron souhaite répondre.

KIERON O'HARA :

C'est une perspective intéressante. Je n'ai pas vraiment de certitude et je ne pense pas nécessairement que l'impact soit énorme. Je crois surtout qu'il faut considérer comme les Américains de manière un petit peu plus compatissante l'internet comme un outil à s'approprier. Mais je crois que nous avons des perspectives différentes de toutes façons, par exemple dans le domaine du Harms Bill, etc. Donc je ne sais pas si c'est constructif de dire qu'on est dans un pédalo. Surtout, ce que nous essayons de faire, c'est de ne pas nous noyer.

C'était une question sympathique, merci, mais je suis sûr que Jamal a quelque chose de plus productif à vous répondre

PARI ESFANDIARI :

Si vous avez des remarques de conclusion, n'hésitez pas, vous avez quelques minutes. Est-ce que vous avez des choses à ajouter, Kieron ?

KIERON O'HARA :

Non, je n'ai pas grand-chose à ajouter. Simplement, comme toujours, mettre sur l'accent sur le fait que, comme Tolstoï le dit, toutes les

familles heureuses sont les mêmes, toutes les familles sont malheureuses d'une manière ou d'une autre. Et donc dans la communauté de l'internet, nous avons un peu le même problème que dans les autres communautés, que ce soit le changement climatique, les gens qui s'occupent d'autres questions, nos efforts pour résoudre les problèmes internationaux. Le fait qu'il y a énormément de diversité et beaucoup de mauvais acteurs, je crois que ceci est un des multiples problèmes, c'est le problème de l'internet.

Mais sinon, je suis d'accord avec tout le monde. Il faut absolument défendre cet internet de manière unie et je crois qu'il y a beaucoup plus de bien à agir dans ce sens que de mal.

PARI ESFANDIARI :

Et les autres ? Jamal, en une minute.

JAMAL SHAHIN :

La conversation a été excellente. J'ai beaucoup appris, j'ai beaucoup apprécié. Mais j'aimerais revenir sur la question du fait que l'internet n'a pas à être une exception comme le disait Kieron. Je suis d'accord, Kieron. D'abord, il y a beaucoup d'enjeux communs dans le monde entier et il y a un petit peu les mêmes perspectives qui existent, que ce soit dans les échanges internationaux, le climat, etc.

Mais ce qui me fascine, c'est que la communauté de l'internet a toujours rendu l'internet exceptionnel, l'a conçu de cette manière et ceci fait partie du débat. Et cela nous en dit beaucoup. Tout le monde dit : « Non, nous, on est au-dessus de toutes ces discussions » et cela, pour moi, c'est intéressant et aussi, la reconnaissance que les États ont

un rôle à jouer. Et donc, oui, à un certain moment, les États vont se réveiller. Ils ont déjà commencé à le faire assez lentement. Mais ce qui est difficile maintenant, c'est qu'il faut s'assurer que lorsqu'on commencera à employer des termes tels que la souveraineté, le concept de la souveraineté numérique deviendra-t-il quelque chose qui est basé sur des valeurs horizontale ou des valeurs verticales ? Mais je crois qu'il faut promouvoir les valeurs, dire que la question, c'est la coopération ensemble, c'est l'établissement d'un réseau commun plutôt que les anciennes idées sur la souveraineté qui étaient basées sur une sorte de vide. La politique internationale avait lieu dans un vide et nous n'avons plus ce vide. Nous avons des réseaux qui fonctionnent bien, qui nous rassemblent et c'est cela, je crois, qui doit être la base de notre discussion.

PARI ESFANDIARI :

Merci.

Chris.

CHRIS BUCKRIDGE :

Je vais essayer d'être bref.

Du point de vue de RIPE NCC, j'essaye toujours de montrer que d'une certaine manière, je ne parle pas de promotion de l'entente, de la paix, etc., mais c'est la base. Le réseau international est là pour être protégé et lorsque je parle de sanctions, etc., je pars du principe que c'est une menace et je crois que c'est vraiment cela, mon idée.

Si je deviens philosophique sur le pourquoi est-ce que ce réseau international est important, je crois qu'il y a des arguments. Effectivement, l'accroissement de l'entente, la paix, etc. tous ces arguments peuvent être contrés parce qu'il y en a qui ont pris une perspective complètement opposée.

En tout cas en ce qui me concerne, lorsque j'ai réfléchi, Jamal a mentionné l'environnement et je crois que plus qu'à toute autre époque de l'histoire humaine, nous avons des problèmes internationaux qui doivent être résolus au niveau international. Et donc la seule manière de le faire, c'est justement d'avoir un réseau international qui nous permette de travailler ensemble et de communiquer. Nous avons besoin de cet internet international. Je crois que pour ceci, cela vaut la peine de le préserver.

PARI ESFANDIARI :

David.

DAVID FRAUTSCHY :

Oui, il y a beaucoup d'interventions très intéressantes. Mais si l'internet ne fonctionnait pas comme il fonctionne maintenant, qu'est-ce qui se serait passé pendant la COVID ? Il aurait été impossible de tout simplement travailler quel que soit le travail en question. Voilà un exemple de ce que nous avons pu faire et d'un résultat évident. Donc il nous faut continuer de permettre cette connexion. La cyberbalkanisation – je ne voulais pas utiliser ce mot de splinternet pendant mon intervention –, mais c'est horrible ce mot, c'est une très mauvaise vision. Il y a quelqu'un qui dit : « Oui, plutôt que de se

concentrer sur la fragmentation, on devrait essayer de voir comment guérir ces divisions, voir comment nous pouvons ramener ceux qui souhaitent partir et diviser. » Et je pense que c'est une bonne manière de voir les choses. Il y a des nations qui souhaitent un autre modèle. Peut-être que le moment n'est pas de les convaincre maintenant, mais je pense que le moment viendra de jeter les bases de cette discussion.

PARI ESFANDIARI :

Nous n'avons plus beaucoup de temps, donc je vais tout simplement vous remercier. Je crois que suite à cette conversation, nous avons pu comprendre qu'un internet politique, c'est une illusion, mais qu'un internet ouvert ne l'est pas. Les divergences créent la fragmentation mais comme tout le monde l'a dit, la lutte en vaut la peine. Et je crois que tous, nous devons informer, nous assurer que l'internet reste unique, interopérable et accessible. Donc voilà, je remercie tout le monde, tous les participants, merci aux panelistes pour cette excellente discussion.

Je passe la parole à Sébastien qui va conclure.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

Merci Pari.

Je ne vais rien ajouter de plus, si ce n'est que de remercier tout le monde comme l'a dit Pari et j'espère qu'on se retrouvera dans d'autres activités d'EURALO et dans les autres RALO également et également lors de l'ICANN74. Et j'espère réellement vous voir en personne.

Je vous souhaite tout le meilleur pour la réunion de RIPE en présentiel également. J'ai essayé d'y aller mais apparemment, l'ICANN a décidé qu'on ne pouvait pas voyager en Europe, donc je serai dans mon fauteuil pour suivre les réunions de RIPE NCC. Je vous souhaite une excellente réunion.

Prenez soin de vous en ces temps difficiles et je souhaite tout le meilleur à mes collègues qui ont participé à cette réunion et qui sont en Ukraine. Oksana, nous pensons à vous, peut-être pas tout le temps mais en tout cas très souvent. J'espère vraiment que les choses iront pour le mieux à l'avenir pour votre pays. Et encore une fois bonsoir, bonne journée suivant le cas, prenez soin de vous et à très bientôt. Au revoir à tous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]